



Académie de Besançon

CSA du 13 novembre 2023

Déclaration liminaire du SNALC

Mme la Rectrice,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

En observant les documents de travail de ce CSA, quelques éléments sont prégnants. Les Lycées Généraux et Technologiques ont perdu 300 d'heures depuis l'an dernier. Les Lycées Professionnels sont pour l'heure mieux lotis, mais attendons la mise en place de la Réforme.

Bien sûr, l'on peut nous dire que nous faisons face à une baisse démographique. Mais, pour le SNALC, bien que nous soyons conscients que l'académie de Besançon doit faire avec la dotation qui lui est allouée, de tels arguments sont insupportables. Alors que des dépenses sont faites par notre ministère pour des entités structurellement déficitaires comme France Compétences ou pour des rapports dispendieux, les académies doivent appliquer une gestion comptable des moyens humains.

Pour le SNALC, nos élèves, la société de demain, méritent un vrai investissement.

D'ailleurs, et nous vous livrons en avant première, les premiers résultats de notre enquête en cours menée en parallèle de celle de la mission « exigence des savoirs » tant cette dernière est indigente, les professionnels que sont les professeurs sont clairs sur les meilleurs moyens de faire progresser nos élèves :

En plus de programmes mieux conçus, il faut des effectifs moins chargés, dans le second degré des moyens pour dédoubler certaines heures durant la semaine et dans le premier degré des effectifs limités à 24 ou dédoublés dans l'Education Prioritaire jusqu'au CM2. C'est cela que l'on nomme investissement.

Ce n'est pas le Pacte que certains « refourguent » - le terme est laid, mais il est clair - pour tout et n'importe quoi; et ce, pour les mêmes raisons que l'armée fait tourner les moteurs de ses camions : ne pas perdre de dotation. D'ailleurs, le SNALC réclame l'abandon du PACTE mais, en attendant ce retrait, nous demandons que ce dispositif ne puisse pas donner lieu à tout et n'importe quoi. Il s'agit de l'argent du contribuable.

Et cet argent devrait être dépenser dans de vraies priorités. Bien sûr, comme nous l'avons dit, dans la réduction des effectifs, mais aussi dans trois immenses chantiers :

La revalorisation des enseignants et des autres personnels, notamment les AESH pour lesquelles nous réclamons un vrai statut. Car le salaire est la base de l'attractivité d'un métier, comme le dirait notre Ministre.

La formation qui est un gage d'élévation du niveau et ne doit pas être sacrifiée sur l'autel de vaines promesses politiques.

Enfin, la sécurisation des établissements qui, dans le premier degré mérite que l'on s'interroge sur la création de postes.



Bien sûr, tout cela ne se joue pas au niveau de notre académie. Pour ce qui est de notre académie, le SNALC réclame que l'on passe d'une gestion des ressources humaines à une gestion humaine des ressources, qui pourrait faire l'objet d'un bilan de rentrée.